



Mairie de Combs-la-Ville  
Esplanade Charles de Gaulle  
CS 10570 - 77 383 Combs-la-Ville Cedex  
Tel. : 01 64 13.16.00  
Fax : 01 60.18.06.15

Envoyé en préfecture le 30/01/2024  
Reçu en préfecture le 30/01/2024  
Publié le 30/01/2024  
ID : 077-217701226-20240130-2024\_52A-AR

## A R R E T E n° 2024 /52 - A

### **ARRETE DU MAIRE AU NOM DE L'ETAT POUR UN PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE COMMUNE DANS UN BATIMENT D'HABITATION - ERP DE TYPE PE AVEC ACTIVITES DE TYPE L DE 5<sup>ème</sup> CATEGORIE, SIS 2 RUE DE VAUX LA REINE A COMBS-LA-VILLE, DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF N° 077.122.17.00026/M3**

LE MAIRE,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme ;
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L111-7, L111-8, R111-19 à R111-19-26, R123-1 à R123-55, R152-4 et R152-5 ;
- VU l'arrêté modifié du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie ;
- VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, modifié par le décret n° 2016-1201 du 5 septembre 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96/20/CAB/SIACEDPC du 22 juillet 1996 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité, modifié par l'arrêté préfectoral n° 03/048/CAB/SIDPC du 19 juin 2003 portant organisation du contrôle des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur en matière d'accessibilité et de protection contre les risques d'incendie et de panique ;

VU le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifié par le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 (arrêté du 8 décembre 2014 pour le cadre bâti existant, arrêté du 1er août 2006 pour les ERP créés ;

VU la demande de permis de construire modificatif présentée le 19 octobre 2023 par Madame Frédérique COLLET représentant la SCI COMBS LA VILLE MOULIN, sise 2, Chemin du Moulin de Vaux la Reine à COMBS LA VILLE ;

VU l'avis de la sous-commission départementale de Seine et Marne pour l'accessibilité des personnes handicapées, avis réputé tacitement favorable à la date du 8 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Melun en date du 21 décembre 2023, assorti de 6 prescriptions ;

## ARRETE

Envoyé en préfecture le 30/01/2024

Reçu en préfecture le 30/01/2024

Publié le 30/01/2024

ID : 077-217701226-20240130-2024\_52A-AR

**ARTICLE 1 :** Le projet de construction neuve d'une salle commune au rez-de-chaussée d'un bâtiment d'habitation (ERP de type PE avec activités de type L de 5<sup>e</sup> catégorie) sis 2, Chemin du Moulin de Vaux La Reine à Combs-la-Ville, est autorisé conformément au permis de construire n° 077.122.17.00026/M3, dans les conditions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les règles relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les ERP.

**ARTICLE 2 :** Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ont obligation de veiller au respect ou à la mise en œuvre des 6 prescriptions figurant sur le procès-verbal de la commission de sécurité de l'arrondissement de Melun en date du 21 décembre 2023 (PV n° 2023.24 - affaire n° 14 - annexé au présent arrêté).

**ARTICLE 3 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne pour le contrôle de légalité.

Le présent arrêté sera notifié au demandeur.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.

Fait à Combs-la-Ville, le

30 janvier 2024

Le Maire  
Guy GEOFFROY

